

## Au Journal officiel du 23 au 29 mars 2019

01/04/2019

### Au Journal officiel du 23 au 29 mars 2019

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 24 mars 2019 :

- LOI organique n° 2019-221 du 23 mars 2019 relative au **renforcement de l'organisation des juridictions** . – *Modification du Code électoral, de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 , de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 , de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 , de loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 et de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (cf. art. 16) ;*
- LOI n° 2019-222 du 23 mars 2019 de **programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice** . – *Modification du Code du travail, du Code des douanes, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code civil, du Code de la santé publique, du Code général des impôts, du Code des assurances, du Code de la mutualité, du Code électoral, du Code de l'action sociale et des familles, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'organisation judiciaire, du Livre des procédures fiscales, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de commerce, du Code de justice administrative, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code général des collectivités territoriales, du Code de procédure pénale, du Code de la route, du Code pénal, du Code des transports, du Code monétaire et financier, du Code de la sécurité sociale, du Code de la sécurité intérieure, du Code du sport, du Code de la propriété intellectuelle, du Code de l'aviation civile, du Code du patrimoine, du Code de l'éducation, du Code civil local et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. notamment art. 55, IV, 63, V, 64, VII, 94, III et 109) ;*
- Décret n° 2019-223 du 23 mars 2019 portant **application de l'article 87 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice instaurant un vote par correspondance pour les personnes détenues à l'élection des représentants au Parlement européen** ;
- Décret n° 2019-224 du 22 mars 2019 relatif à **l'homologation des systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers régis par le droit d'un pays tiers prévue à l'article L. 330-1 du Code monétaire et financier** . – *Modification du Code monétaire et financier. – Ce texte entre en vigueur à compter de la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord conclu conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif à **l'information des assurés et souscripteurs par les entreprises étrangères ne se trouvant plus dans une des situations prévues au I de l'article L. 310-2 du Code des assurances** . – *Modification du Code des assurances. – Ce texte entre en vigueur à compter de la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord conclu conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 22 mars 2019 portant **fixation de la période d'adaptation octroyée suite au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne mentionnée à l'article 4 de l'ordonnance relative aux mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de services financiers** . – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière à compter de la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord conclu conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 18 mars 2019 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux **conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de**

**travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens** . –  
*Modification de l'arrêté du 30 mars 2009 ;*

- Arrêté du 18 mars 2019 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à **l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens** . –  
*Modification de l'arrêté du 25 mai 2011.*

#### Au JO du 27 mars 2019 :

- Décret n° 2019-229 du 25 mars 2019 portant **simplification des dispositions du Code des postes et des communications électroniques relatives à l'institution de servitudes radioélectriques** . –  
*Modification du Code des postes et des communications électroniques. – Voir également ARCEP, avis n° 2018-1176 du 1er octobre 2018 et CSP, avis n° 2018-07 du 10 oct. 2018 ;*
- Décret n° 2019-232 du 26 mars 2019 relatif aux **conditions d'application de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif prévue au 5° du B du I de l'article 199 novovicies du Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 26 mars 2019 relatif à la **liste des communes ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue au 5° du B du I de l'article 199 novovicies du Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 26 mars 2019 relatif à la **réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif prévue à l'article 199 novovicies du Code général des impôts, pris pour l'application du 3° de l'article 46 AZA octies-0 A de l'annexe III du même code** ;
- Arrêté du 22 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 30 mars 2018 fixant la liste des territoires éligibles au dispositif expérimental « emplois francs »** . – *Modification de l'arrêté du 30 mars 2018. – Ce texte entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication (cf. art. 3).*

#### Au JO du 28 mars 2019 :

- Ordonnance n° 2019-236 du 27 mars 2019 portant **dérogation à l'article L. 551-2 du Code de l'environnement nécessaire à la réalisation en urgence des travaux requis par le rétablissement des contrôles à la frontière avec le Royaume-Uni en raison du retrait de cet État de l'Union européenne et modifiant l'ordonnance n° 2019-75 du 6 février 2019 relative aux mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de services financiers** . – *Modification de l'ordonnance n° 2019-75 du 6 février 2019 ;*
- Décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 **modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique** . – *Modification du Code de justice administrative et de plusieurs textes non codifiés.*

#### Au JO du 29 mars 2019 :

- Décret n° 2019-237 du 27 mars 2019 relatif aux **autorités compétentes pour accorder certaines aides en matière de débits de tabac** . – *Modification du décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 , du décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 , du décret n° 2017-977 du 10 mai 2017 et du décret n° 2018-895 du 17 octobre 2018 ;*
- Décret n° 2019-238 du 27 mars 2019 portant **diverses dispositions relatives au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé PARAFE** . – *Modification du Code de la sécurité intérieure, du décret n° 2016-414 du 6 avril 2016 . – Voir CNIL, délibération n° 2019-027 du 14 mars 2019 ;*

- Décret n° 2019-239 du 27 mars 2019 élargissant le **traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé PARAFE aux ressortissants britanniques** . – *Modification du Code de la sécurité intérieure. – Voir également CNIL, délibération n° 2019-028 du 14 mars 2019. – Ce texte entre en vigueur à la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2019-244 du 27 mars 2019 relatif au **régime de sûreté de la partie française de la liaison fixe trans-Manche** . – *Modification du Code des transports et du Code de la sécurité intérieure. – Ce texte entre en vigueur à la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2019-245 du 27 mars 2019 relatif à la **sécurité de la partie française de la liaison fixe trans-Manche et transposant le paragraphe 9 de l'article 10 de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire** . – *Ce texte entre en vigueur à compter de la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne. – Les dispositions de son titre Ier demeurent en vigueur au plus tard jusqu'à la date prévue au paragraphe 2 de l'article 33 de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 (cf. art. 74) ;*
- Décret n° 2019-246 du 27 mars 2019 pris pour l'**application du règlement (UE) 2019/501 du Parlement européen et du Conseil du 25 mars 2019 relatif à des règles communes garantissant une connectivité de base du transport routier de marchandises et de passagers eu égard au retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union** . – *Ce texte entre en vigueur et cesse de s'appliquer dans les mêmes conditions que le règlement (UE) 2019/501 du 25 mars 2019 ;*
- Décret n° 2019-247 du 27 mars 2019 relatif à l'**immatriculation des aéronefs circulant sans personne à bord et portant modification du Code de l'aviation civile** . – *Modification du Code de l'aviation ;*
- Décret n° 2019-248 du 27 mars 2019 relatif à l'**instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme portant sur les projets nécessaires à la préparation, à l'organisation ou au déroulement des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** ;
- Arrêté du 25 mars 2019 pris pour l'**application du 16° de l'article L. 312-16 du Code monétaire et financier et relatif aux emprunts à plus de 12 mois du fonds de garantie des dépôts et de résolution, modifiant l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif aux ressources financières du fonds de garantie des dépôts et de résolution** . – *Modification de l'arrêté du 27 octobre 2015 ;*
- Arrêté du 25 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification** . – *Modification de l'arrêté du 2 juillet 2018 ;*
- Arrêté du 27 mars 2019 **modifiant l'arrêté du 28 juillet 2015 relatif aux marques de nationalité et d'immatriculation, à la plaque d'identité et au certificat d'immatriculation des aéronefs** . – *Modification de l'arrêté du 28 juillet 2015 ;*
- Arrêté du 27 mars 2019 relatif aux **conditions d'application dans le secteur du transport routier de personnes de l'article 3 du décret n° 2019-246 du 27 mars 2019 pris pour l'application du règlement (UE) 2019/501 du Parlement européen et du Conseil du 25 mars 2019 relatif à des règles communes garantissant une connectivité de base du transport routier de marchandises et de passagers eu égard au retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union** . – *Ce texte entre en vigueur à la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord fondé sur l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 2).*

## La Rédaction législation

© LexisNexis SA